



**Bilan 2011 de l'alternance**

Le DO nous communique quelques chiffres sur l'alternance : 2 millions en Allemagne, 140 000 en France dont 5000 dans le groupe FT.

Pour Mr Portron la France est en retard. Et cela ne vas pas s'arranger puisque la DO est en baisse par rapport à 2010 (307 contre 279 en 2011).

La faute a un budget sans doute revu à la baisse. En 2011, 84% des apprentis ont été reçu à leur examen, 49 alternants se sont vus proposés un CDI et 43 un CDD, mais de quelle durée ??? Nous regrettons que les apprentis-techniciens en UI soient embauchés en bande C alors qu'un BTS pourrait prétendre à la bande D. Pour Sud, l'alternance ne doit pas être un volant d'emploi permanent qui, de fait, réduit l'embauche de jeunes. Pour nous, la majorité des alternant(es) diplômé(es) devrait être embauchée en CDI.

Malheureusement, pour FT c'est un vivier de candidats potentiels pour de possibles futurs recrutements.

**Projet d'externalisation des interventions publiophonie à l'UIN**

Comme on peut le constater, il devient difficile de trouver une cabine dans nos villes.

Et pourtant le service universel impose certaines règles: «l'opérateur installe sur le domaine public des cabines téléphoniques et assure à partir de ces cabines un service téléphonique de qualité, en provenance et à destination du reste du monde. Il met à la disposition du public au moins un publiphone dans chaque commune et deux dans les commu-



nes de plus de 1 000 habitants. Il en assure également l'entretien».

En Normandie sur 3233 communes (1813 en basse et 1420 en haute) nous avons 2961 publiphones. La législation pourrait en imposer 3803, mais les maires peuvent demander la dépose de celles-ci à tout moment car elles nuisent à l'environnement de leur territoire.

La désaffectation progressive des cabines publiques et la baisse du trafic en résultant pourraient inciter pour l'avenir à conduire une réflexion sur la contrainte de répartition des cabines publiques sur l'ensemble du territoire.

Pour ces raisons, FT a décidé d'externaliser l'activité publiophonie et les élus CE ont voté contre à l'unanimité.

Depuis sa première présentation, le projet est passé au CHSCT de l'UI, mais des zones d'ombre restent et celui-ci ne s'est pas amélioré pour les salariés.

Les questions et les demandes de notre part, notamment le fait de garder le magasin de pièces détachées pour les entreprises sous-traitantes, n'ont pas retenu l'attention de la directrice.

Les questions relatives à certains salariés protégés ou ceux nécessitant un suivi particulier ne sont pas réglés.

La directrice a fait l'unanimité contre elle.

**Bilan Action logement 2011.**

Des chiffres nationaux qui font peur: 3,6 millions de personnes non ou très mal logées, 5 millions en situation de très grande difficulté, 1,2 millions de demandeurs de logements sociaux.

Des loyers dans le secteur privé qui ont augmenté de 160% en 15 ans alors que les revenus n'ont été multipliés que par 1,5.

L'obligation de l'employeur de consacrer 0.45% de la masse salariale annuelle au logement de ses

salarié(e)s ne garantit pas pour autant un toit pour tous.

Le parc vieillissant et souvent inadapté aux familles se traduit par un taux moyen de 83% de logements rendus aux bailleurs en province.

Sur notre DO, 2 départements (28 et 61) ne proposent pas de logements aux salariés.

La baisse des demandes d'attribution des logements relève plus de la radiation que de la satisfaction des demandes.

Quant aux aides, si elles sont en augmentation (prêt accession, prêt travaux, avance loca-pass, etc..), la direction a omis de nous signaler, comme le précise le rapport du CCUES, qu'elle profite plus aux cadres et à la politique de mobilité de FT qu'à une vraie politique d'aide au logement des plus jeunes et du personnel en situation d'urgence liée aux événements de la vie.

### Activités Sociales et Culturelles

Les prestations pour 2013 ne vont pas être faciles à mettre en place, chaque OS s'arc boutant sur ses principes et ne voulant en déroger le moins possible si ce n'est pas du tout.



FO, considérant que les ayants-droits sont déjà pris en compte dans le calcul du QF ne veut pas que ceux-ci soient

pris en compte dans les remboursements par le CE.

La CFE-CGC a fait une déclaration rappelant sa conception des ASC: pas de quotient familial (QF) mais un système prenant en compte le grade et le nombre d'enfants. Elle a donc décidé de voter contre toutes les prestations avec coefficient familial et de s'abstenir pour les voyages organisés.

La CFDT, quant à elle, considérant que son projet de « pack liberté », n'est pas pris en compte par les autres OS a déclaré voter dorénavant contre toutes les propositions de prestations faites par les autres OS ayant un rapport avec une des composantes de ce pack.

La CFDT a ainsi voté contre: le guichet sport et culture, les CESU, les chèques lire, les chèques Cadhoc, l'aide au bricolage, les événements heureux, le

colis de Noël, les spectacles de Noël et les cadeaux pour les enfants.

Toutes ces prestations ont été adoptées par les autres OS.

Il est à noter aussi qu'en 2013 les salarié(e)s auront des chèques lire mais pas de chèques multimédia. Cette prestation n'a été soutenue que par FO et SUD.

Cette politique de certaines OS sera t-elle favorable aux salarié(e)s ? Nous ne le pensons pas.

### Déménagement Tours Carlotti

Fin 2015, début 2016, l'ensemble des services de Tours Carlotti migrera vers un bâtiment neuf du quartier des 2 Lions. L'immeuble se situera à proximité du nouveau site de l'EDF et les salarié(e)s bénéficieront du restaurant inter-entreprises.

Sont mises en avant par la direction, l'amélioration des conditions de travail qui se dégradent régulièrement et la difficulté de faire des travaux dans des bâtiments actuels non adaptés.

Tours Maginot n'est pas prévu dans ce déménagement avant 2018 éventuellement.

Est envisagé aussi, sans date, un rapprochement de La Ville aux Dames vers Franche Comté.

SUD ne s'est pas opposé au projet (2 Abstention, 1 Pour) mais aurait préféré une réfection du cadre agréable qu'est Carlotti. Nous avons demandé que ce déménagement se fasse dans le cadre du futur accord national de « méthode de conduite » de projets applicable aux déménagements d'envergure.

L'ensemble des élu(e)s a mandaté la commission HSCT du CE afin de suivre ce projet jusqu'à son aboutissement.

### Médecin du travail

Les élu(e)s ont voté à l'unanimité moins 1 voix (abstention FO), le recrutement d'un médecin du travail à 40%.

Le Docteur Mességué est présent à Bourges le Lundi et à Châteauroux le Jeudi. Il couvrira les départements de l'Indre et du Cher pour un total de 446 salarié(e)s.

Dans l'attente du médecin du travail à Tours au 1° février, il assurera les visites urgentes de Blois et Tours avec le médecin d'Orléans.

LE TRAVAIL TUE PLUS QUE LE TERRORISME



### Elu(e)s SUD

**Titulaires :** Annie Multon, Sylvain Boulant, Jean-Pierre Sauvegrain

**Suppléants :** Laurent Le Deunf, Yannick Le Morvan, Gilles Noël (Trésorier)

**Représentant Syndical :** Jean-Claude Planchin

**Sud BN** 0231942600 sudptt14@wanadoo.fr **Sud 36-37** 0247851111 sudptt.36-37@wanadoo.fr

**Sud HN** 0235632020 sudptt.hn@orange.fr **Sud Loiret** 0238837239 sudloiret@wanadoo.fr